

(1)

(N° 204.)

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1849 — 1850.

COMMISSION DES PÉTITIONS.

FEUILLETON N° 7.

M. ALLARD, 1^{er} rapporteur.

- | Numéros
du
Feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|---|
| 1. | 5161. | Par pétition datée de Gand, le 24 novembre 1849, Plusieurs négociants et industriels de Gand et des environs demandent qu'il soit pris des mesures pour empêcher l'introduction dans le pays de la monnaie de cuivre française. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances. |
| 2. | 5071. | Par pétition datée de Bruxelles, le 18 janvier 1850, Plusieurs agents de remplacement militaire présentent des observations contre le remplacement militaire par l'entremise du Département de la Guerre. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre. |
| 3. | 5083. | Par pétition datée de Liège, le 22 janvier 1850, Le sieur Raikem-Romain demande que l'armée soit maintenue sur un pied respectable. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre. |
| 4. | 5127. | Par pétition datée de Waereghem, le 3 février 1850, Le sieur Dufaux soumet à la Chambre un nouveau système de recettes et dépenses de l'État. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements. |
| 5. | 5205. | Par pétition sans date, Plusieurs distillateurs agricoles demandent des modifications à la loi sur les distilleries. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances. |

6. 5219. Par pétition datée de Thieusies, le 24 février 1850,
Les membres du bureau de bienfaisance de la commune de Thieusies réclament contre les frais d'entretien qu'elle a dû payer à la Maternité de Mons. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
7. 5243. Par pétition datée de Ville-en-Waret, le 11 mars 1850,
Plusieurs habitants des hameaux de Ville-en-Waret et Houssois, dépendants de la commune de Vezin, demandent la réunion de ces hameaux en une commune distincte, sous le nom de Ville-en-Waret. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
8. 5255. Par pétition datée d'Audenaerde, le 17 février 1850,
Les huissiers-audienciers près le tribunal de première instance séant à Audenaerde demandent : 1° une loi qui leur assure un traitement pour leur service intérieur du tribunal, et 2° l'abrogation de la loi du 28 floréal an X. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
- M. ANSIAU, 2^{me} rapporteur.
9. 5036. Par pétition sans date,
Quelques cabaretiers et boutiquiers du canton de Warremme demandent que les agents de l'administration qui sont chargés de vérifier les poids et mesures se fassent accompagner, dans leurs visites, d'un membre du collège échevinal, et qu'il leur soit interdit d'user de surprise ou de subtilité. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
10. 5037. Par pétition datée de Messancy, le 30 décembre 1849,
Les membres du conseil communal de Messancy présentent des observations contre la demande du conseil communal d'Aubange, tendant à faire transférer dans cette commune le chef-lieu du canton. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
11. 5035. Par pétition datée de Jambes-lez-Namur, le 29 décembre 1849,
Le sieur Rétois demande qu'un élève d'une école primaire ne puisse être admis dans une école voisine, s'il ne produit un certificat de bonne conduite délivré par son dernier maître, ou s'il ne consent à subir, dans la nouvelle école, la punition à laquelle il a voulu se soustraire en quittant son école. — Concl. — Ordre du jour.

12. 4008. Par pétition datée de Bruxelles, le 27 février 1850,
Le sieur Prévost prie la Chambre de lui accorder une pension. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
13. 5030. Par pétition datée de Weillen, le 30 décembre 1849,
Le sieur Cuvelier demande une loi qui assure la fermeture des cabarets après l'heure de la retraite. — Concl. — Ordre du jour.
14. 5049. Par pétition datée d'Alost, le 15 janvier 1850,
Le sieur Vandergucht, ancien employé à la maison de détention militaire d'Alost, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir un emploi. — Concl. — Ordre du jour.
15. 5180. Par pétition datée de Courtrai, le 21 février 1850,
5185. Les huissiers-audienciers près le tribunal de première
5163. instance de Courtrai demandent une loi qui leur assure
5051. un traitement pour leur service intérieur du tribunal, notamment en matière de police correctionnelle.
Même demande des huissiers-audienciers près les tribunaux de première instance de Verviers, Turnhout, Hasselt et Termonde. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
16. 5156. Par pétition sans date,
Les huissiers-audienciers près le tribunal de première instance à Marche, demandent une loi qui leur assure un traitement annuel pour le service intérieur du tribunal et tous autres services attachés à leurs fonctions, et qui leur rende les significations en matière forestière. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
17. 5042. Par pétition de janvier 1850,
5058. Les bourgmestres de Rochefort, Gedinne, Beauraing
5134. et Wellin demandent une indemnité du chef des fonctions de ministère public qu'ils remplissent auprès des tribunaux de simple police.
Même demande du commissaire de police de Gembloux et du sieur Reynaert. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
18. 5065. Par pétition datée d'Ixelles, le 19 janvier 1850,
Le sieur Sermertens, ancien militaire, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir une augmentation de pension. — Concl. — Ordre du jour.
19. 5066. Par pétition sans date,
Les membres du conseil communal et plusieurs habi-

tants d'Ursel réclament l'intervention de la Chambre pour obtenir la nomination d'un instituteur dans cette commune. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

20. 5029. Par pétition datée de Quaregnon, le 26 décembre 1849.
Plusieurs habitants de Quaregnon demandent une loi qui interdise l'établissement des octrois dans les communes rurales. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

M. CLEP, 3^{me} rapporteur.

21. 5289. Par pétition datée de Wommelghem, le 26 mars 1850,
Le sieur Jongh, savetier à Wommelghem, prie la Chambre de lui faire obtenir le remboursement de la somme qu'il a versée dans les caisses de l'État pour sa côte-part dans l'emprunt de 1848. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.

22. 5292. Par pétition sans date,
Plusieurs membres du comice agricole de Lennick demandent une loi qui assure au fermier, à l'expiration de son bail, une indemnité du chef d'engrais. — Concl. — Ordre du jour.

23. 5295. Par pétition sans date,
La dame Van Boterdael, ancienne institutrice, prie la Chambre de lui faire obtenir une pension. — Concl. — Ordre du jour.

24. 5296. Par pétition datée d'Audenarde, le 7 avril 1850,
Le sieur Lorge, gendarme pensionné, prie la Chambre de lui faire obtenir une place. — Concl. — Ordre du jour.

25. 5312. Par pétition datée de Saint-Josse-ten-Noode, le 11 avril 1850,
Le sieur Falla, ancien conducteur des ponts et chaussées, prie la Chambre de faire admettre dans la liquidation de sa pension les années qu'il a consacrées au service de la province. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.

M. COOMANS, 4^{me} rapporteur.

26. 5339. Par pétitions datées de Bruxelles, en avril 1850,
5402. Plusieurs gardes civiques de Bruxelles réclament l'intervention de la Chambre pour que le règlement du 28
5391. mars 1850, arrêté par le général commandant la garde

civique de cette ville, soit retiré ou du moins considérablement modifié dans ses dispositions principales. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur, avec demande de promptes explications.

27. 5329. Par pétition datée d'Andennes, le 8 avril 1850,
Le sieur Brun demande une loi qui décharge les communes des grosses réparations à faire aux églises, presbytères et cimetières anciens. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

28. 5377. Par pétition datée de Fontaine-l'Évêque, le 9 avril 1850,
Plusieurs habitants de Fontaine-l'Évêque prient la Chambre d'annuler le règlement de police adopté par le conseil communal le 26 décembre 1849, concernant les marchands ambulants. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

M. DE T'SERCLAES, 5^{me} rapporteur.

29. 5260. Par pétition datée de Bovigny, le 13 mars 1850,
Les curés du canton de Vielsalm protestent contre une accusation dont ils sont l'objet dans le rapport triennal sur l'enseignement moyen. — Concl. — Dépôt sur le bureau pendant la discussion du Budget de l'Intérieur de 1851 et renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

30. 5264. Par pétition datée de Bruxelles, le 20 mars 1850,
Les propriétaires et locataires de maisons situées place de la Monnaie et dans les rues adjacentes réclament l'intervention de la Chambre pour faire arrêter les travaux de l'établissement de l'affinage des métaux à la monnaie de Bruxelles — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur, avec demande d'explications.

31. 5282. Par pétition datée de Tourinnes-St-Lambert, le 22 avril 1850,
Le sieur Hanquet prie la Chambre de statuer sur sa demande tendant à ce qu'il soit facultatif aux brasseurs de faire, plusieurs jours à l'avance, la déclaration prescrite par l'art. 13 de la loi du 2 août 1822, concernant l'accise sur les bières. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.

32. 5283. Par pétition datée de Rotheux-Rimièrè, le 2 mars 1850,
Quelques habitants de Rotheux-Rimièrè demandent qu'il soit interdit aux bourgmestres et aux secrétaires communaux de tenir un cabaret ou d'exercer un commerce ;

que les bourgmestres soient tenus de procéder au mariage civil dans la maison communale, et que les secrétaires communaux soient obligés de se trouver au secrétariat de la commune trois ou quatre fois par semaine, aux heures fixées par l'administration communale. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

33. 5284. Par pétition datée de Rotheux-Rimière, le 21 mars 1850,

Le sieur Damas, journalier à Rimière, réclame l'intervention de la Chambre pour faire rectifier son acte de naissance qui lui donne la qualité d'enfant illégitime. — Concl. — Ordre du jour.

34. 5293. Par pétition datée du faubourg de Schaerbeek, le 7 avril 1850,

Le sieur Vandervoort prie la Chambre d'accorder une pension à la veuve du poète flamand Van Ryswyck. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

35. 5304. Par pétition datée de Maldeghem, le 13 mars 1850,

Les membres du conseil communal de Maldeghem demandent que, dans les provinces flamandes, les fonctionnaires publics fassent exclusivement usage de la langue flamande. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

36. 5294. Par pétition datée d'Isenberghe, le 26 mars 1850,

Le conseil communal d'Isenberghe demande que les administrations provinciales et communales, dans les provinces flamandes, et, autant que possible, les tribunaux fassent exclusivement usage de la langue flamande. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

37. 5299. Par pétition datée de Gand, le 8 avril 1850,

Le sieur Willemsen demande que le Gouvernement soit autorisé à accorder, pendant un certain nombre d'années, un subside de 15,000 francs à tout éditeur d'un journal français quotidien, existant depuis quinze ans, qui consentirait à le faire paraître en langue flamande. — Concl. — Ordre du jour.

38. 5311. Par pétition datée de Gand, le 5 avril 1850,

Le sieur Desutter, serrurier-poëlier à Gand, prie la Chambre de lui faire obtenir la décoration de l'Ordre de Léopold, pour la part qu'il a prise au combat du Pont-de-Paille, en 1831. — Concl. — Ordre du jour.

39. 5336. Par pétition datée de Louvain, le 13 avril 1850,
Plusieurs habitants de Louvain demandent une loi qui exempte du service de la garde civique les hommes mariés ou âgés de plus de 35 ans, ou bien qui divise la garde en deux bans. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
40. 5345. Par pétition datée de Gand, le 17 avril 1850,
Le sieur Verstraete, capitaine pensionné, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir la révision de sa pension. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.
41. 5372. Par pétition datée de Houthem, le 19 avril 1850,
Le conseil communal de Houthem demande que, dans les provinces flamandes, les administrations provinciales et communales et, autant que possible, les tribunaux fassent exclusivement usage de la langue flamande. — Concl. — Renvoi à MM. les Ministres de la Justice et de l'Intérieur.
42. 5401. Par pétition datée de Gand, le 25 avril 1850,
Le sieur Van Damme demande que le Gouvernement fasse une enquête sur l'origine des pétitions relatives au projet de loi sur l'enseignement moyen, et sur la moralité et la position sociale des signataires. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
43. 5409. Par pétition datée de Passchendale, le 28 avril 1850,
Le sieur Christiaen, notaire à Passchendale, demande que le projet de loi qui réduit certaines pénalités en matière de timbre, etc., contienne une disposition autorisant les notaires à énoncer dans leurs actes des actes non enregistrés. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
44. 5410. Par pétition datée de Frasnes, le 26 avril 1850,
Plusieurs habitants de Frasnes demandent que le Gouvernement maintienne une garnison à Mariembourg. — Concl. — Ordre du jour.
45. 5417. Par pétition datée d'Antoing, le 2 mai 1850,
Le sieur Blancart informe la Chambre que l'instituteur communal de Maubray a fait signer par ses élèves une pétition contre le projet de loi sur l'enseignement primaire qui circule dans la commune. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

M. H. DE BAILLET, 6^{me} rapporteur.

46. 5375. Par pétition sans date,
Le sieur Dabrosky, lieutenant d'infanterie, demande que les années passées dans la position de réserve ou de non-activité, par suite de suppression d'emploi ou pour motifs de santé, soient comptées dans la liquidation de la pension des officiers. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.
47. 5330. Par pétition datée d'Haccourt, le 31 janvier 1850,
Le sieur Lhoest-Halen demande une indemnité du chef des sacrifices qu'il a faits l'année dernière pour assister des personnes atteintes du choléra. — Concl. — Ordre du jour.
48. 5328. Par pétition datée de Bruxelles, le 7 février 1850,
Le sieur Colibrant, ancien employé à l'administration des chemins de fer, prie la Chambre de lui accorder une pension. — Concl. — Ordre du jour.

M. MOXHON, 7^{me} rapporteur.

49. 4926. Par pétition de Blankenberghe,
Les armateurs et pêcheurs de cette ville réclament l'intervention de la Chambre pour que le Gouvernement vienne à leur secours. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
-